

Terrorisme. Tout comme leurs homologues français, les services de sécurité algériens espèrent une meilleure collaboration avec le gouvernement travailliste dans la surveillance et la traque des intégristes réfugiés à Londres.

Tony Blair et les islamistes.

ROGER FALIGOT

C'est la seconde fois dans la journée qu'on venait de ramasser les poubelles. Une fois de trop. C'est ce qui avait alerté Brahim, ce réfugié islamiste, en instance d'obtenir l'asile politique à Londres, alors qu'il regardait la télévision dans ce petit appartement d'un immeuble délabré d'East End mis à sa disposition par les services sociaux. Sorti sur le trottoir, Brahim avait vu l'« éboueur » en costume cravate trifouiller dans les immondices avec des gants chirurgicaux, se précipiter dans son véhicule, où un chauffeur l'attendait, et démarrer en trombe. Mais Brahim avait eu le temps de noter la plaque d'immatriculation de la voiture.

Les gens du contre-espionnage anglais qui visitent régulièrement tous les opposants politiques n'eurent aucun mal à identifier le véhicule, en provenance du parc automobile de l'ambassade d'Algérie à Londres.

Ce n'était pas le premier incident du genre et Stephen Lander, le patron du MI 5, crut bon d'avertir son ministre qui, à son tour, avait fait contacter les diplomates algériens pour leur « remonter les bretelles » et leur préciser que le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté ne tolérait pas qu'on monte des opérations contre des opposants politiques en Grande Bretagne. Dans la fou-

lée, un des responsables de la DRS (Direction renseignement et sécurité, services spéciaux algériens) avait été muté aux États-Unis, mais les Algériens, ce jour-là, en ont déduit que décidément, les Britanniques étaient bien tolérants à l'égard des groupes islamistes.

Ces péripéties ont eu lieu il y a un peu



Manifestation islamiste devant l'ambassade de France à Londres, en décembre 1994.

plus d'un an. Mais à la fin de l'année dernière, un scénario rigoureusement identique s'est déroulé concernant, cette fois, les Moukhabarat égyptiens, très actifs sur le sol anglais.

Voilà pourquoi les spécialistes de la sécurité des deux pays espèrent que le nouveau gouvernement travailliste de Tony Blair se montrera beaucoup moins tolérant.

Et ils ne sont pas les seuls. Les

services de sécurité français sont plus confiants. D'abord parce qu'un gouvernement plus pro-européen pourrait prôner une meilleure intégration des échanges de renseignement concernant le terrorisme dans le cadre d'Europol. Alors qu'aujourd'hui les seules vraies opérations coordonnées contre les réseaux logistiques des GIA ont lieu dans le triangle Espagne-France-Italie. Ensuite, parce que le nouveau ministre de l'Intérieur, Jack Straw, est considéré comme un homme à poigne.

C'est curieusement à partir de l'analyse du Groupe stratégique restreint sur le conflit irlandais que les spécialistes continentaux envisagent l'éventualité d'une collaboration policière accrue en matière de terrorisme islamiste.

Pour schématiser, dans ce sous-comité qui dépend du 10, Downing Street, on trouve d'un côté les « colombes », le ministre des Affaires étrangères, Robin Cook, et la secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, Mo Mowlam, favorables à la reprise des négociations dans

le cadre du processus de paix et à une participation des républicains irlandais à ces pourparlers. De l'autre, les « faucons », à savoir le ministre de la Défense, George Robertson, qui fut jadis lié aux services spéciaux, et Jack Straw, qui n'éprouve pas une sympathie délirante pour l'IRA dans la mesure où il a été blessé lors d'un attentat en 1973.

On observe un clivage similaire en ce qui concerne la collaboration avec les polices étrangères à propos de l'isla-

misme radical, Robin Cook est plus proche des « arabistes » du Foreign Office dont il a la charge, et qui, ces deux dernières années, ont favorisé la tenue, à Londres, de rencontres du groupe de Rome (FLN, FFS, FIS, Emahda, Parti des travailleurs).

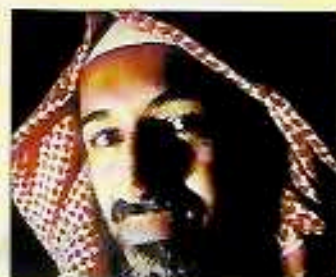
Par ailleurs, Cook est désormais le tuteur du service de renseignement extérieur, le MI 6, que dirige l'ancien responsable des opérations spéciales combinées pendant la guerre du Golfe, par ailleurs ancien chef de poste à Amman, David Spedding. Or le MI 6 est partagé entre les « pragmatiques », qui envoient rapport sur rapport, tous contradictoires, ce qui leur permet de voir comment le vent tourne et d'avoir toujours raison quoi qu'il arrive, et les « idéologues » qui privilégient la carte FIS, parce que – dans la vieille tradition anglaise – elle affaiblit la *French Connection* avec l'Algérie. Pendant la guerre d'indépendance, le MI 6 soutenait le FLN exactement pour les mêmes raisons...

« En réalité, raconte un policier français, les échanges bilatéraux ne marchent pas aussi mal qu'on ne le dit. Ces temps derniers, avant même que l'équipe de Tony Blair ne soit assurée de l'emporter, les Anglais nous donnaient pas mal d'informations sur les gens des GIA chez eux. Mais ce n'est pas structurel. Il s'agit souvent d'échanges de bons procédés entre policiers qui se connaissent parce qu'ils ont eu l'occasion de travailler ensemble sur d'autres affaires. Des inspecteurs de la *Special Branch* ont livré des informations sur les GIA et en échange il y a eu, en début d'année, des arrestations d'Irlandais et de Français liés à des attentats perpétrés à Londres. » En matière d'échanges d'informations franco-britanniques, un coup d'accélérateur s'est produit après l'attentat de Paris, en décembre dernier, attribué aux GIA. Reste en suspens l'extradition demandée de Rachid Ramda, alias Abou Farès, considéré comme l'un des organisateurs de la vague d'attentats en France pendant l'été 1995. Mais les services de sécurité français sont aussi très demandeurs de renseignements concernant le regroupement de différentes factions des GIA avec les dissidents du FIS à Londres, d'autant qu'on est sur le qui-vive à Paris, redoutant des attentats entre les deux tours des élections. Et on ne désespère pas de voir Jack Straw donner le feu vert à une réelle entente cordiale policière, quel que soit le résultat des législatives en France. ■

ON PARLE DE...

Oussama Ben Laden.

Le principal financier des groupes islamistes déclare la guerre à l'Amérique.



Depuis son exil afghan, le milliardaire d'origine saoudienne Oussama Ben Laden, principal financier des groupes islamistes, vient d'accorder une interview à CNN, la chaîne de télévision américaine. Le moins que l'on puisse dire est qu'il ne mâche pas ses mots. S'il se défend d'être impliqué dans les attentats de Riyad (en 1995) et de Khobar (en 1996), qui ont fait des dizaines de morts parmi les *marines* stationnés en Arabie saoudite, il avoue sans ambages le regretter : « J'ai raté l'occasion de faire une bonne action », dit-il.

Ben Laden, qui a été déchu de sa nationalité saoudienne en 1994, est une véritable énigme. A 39 ans, il est à la tête d'une fortune colossale, amassée d'abord dans le bâtiment – il a notamment réalisé l'extension de la grande mosquée de La Mecque : un marché de plusieurs milliards de dollars –, puis dans diverses opérations au Soudan, en particulier dans la finance et les travaux publics. Il n'a jamais fait mystère de son penchant pour le djihad mondial. Son baptême du feu a eu lieu en Afghanistan, pendant la guerre contre les Soviétiques. Il décide de mettre sa fortune à la disposition de la *Gamaa islamiya* égyptienne, puis des GIA algériens. Il finance près de trois cents publications islamistes. A lui seul, il édite 80 % de la littérature subversive contre les régimes arabes « corrompus et valet du Grand Satan américain ». On l'entendra pourtant très peu lors de la guerre du Golfe. Il est vrai qu'à l'époque, il était discrètement encouragé par Turki Ibn Abdelaziz, frère du roi Fahd et patron des services de sécurité saoudiens. Mais son activisme va finir par gêner la diplomatie de Riyad. En 1994, l'Algérie et l'Égypte demandent aux Saoudiens de mettre une sourdine aux activités de ce turbulent mécène. Il se réfugie au Soudan, où Tourabi l'accueille à bras ouverts. Mais Khartoum subit à son tour des pressions. Le président Omar el-Bachir le prie, à contrecoeur, de trouver refuge ailleurs. Le gouvernement afghan lui accorde alors l'hospitalité et l'autorise à créer ses propres milices. Curieusement, en 1996, après l'arrivée au pouvoir des talibans, qui passent pour ne pas avoir grand chose à refuser aux Américains, Ben Laden n'est pas inquiet. Les « étudiants » islamistes se contentent de désarmer ses hommes. Sa dernière déclaration à CNN est un véritable appel au meurtre. Une déclaration de guerre. Pourtant, la Maison Blanche et le département d'État sont restés de marbre. Qui protège Ben Laden ? Feu son père, ami personnel du roi Abdelaziz, fondateur du royaume ? Peu probable, puisque Oussama a été renié par sa famille. Le Pakistan ? Peut-être, mais si Islamabad contrôle les talibans, elle ne peut se permettre de défier ouvertement les Américains. En fait, personne ne semble particulièrement désireux de s'assurer de sa personne et de le traduire en justice : il aurait trop de choses embarrassantes à dire. ■ CHERIF OUDJANI